

Impact du coronavirus sur l'économie Tunisienne

Introduction

En décembre 2019, le coronavirus a été signalé à la ville de Wuhan en Chine. Selon le dernier recensement réalisé par l'OMS, plus de 174 995 cas sont atteints par le coronavirus ont été confirmés et 6 706 décès. L'ampleur de la propagation et de la contamination du coronavirus a dépassé l'ampleur des deux dernières pandémies mortelles le SARS-CoV et le MERS-CoV qui sont survenus au cours de ces vingt dernières années et qui ont touché l'Asie et le Moyen-Orient en un tiers du temps. En effet, 8 096 personnes infectées et 774 décès par l'épidémie de SRAS survenue en Chine en 2002-2003.

Par ailleurs, ces pandémies ont provoqué des conséquences économiques importantes, comme le montre la figure ci-dessous, la pandémie de grippe H1N1 de 2009 estimée de 45 milliards à 55 milliards de dollars de la pandémie de grippe H1N1 de 2009, environ 53 milliards de dollars pour l'Ebola. Suite à l'épidémie d'Ebola en 2014, les revenus des ménages ont baissé et la pauvreté a augmenté dans les pays les plus durement touchés par le virus. Selon le rapport actualisé de 2016 de la Banque mondiale, l'impact global de l'épidémie d'Ebola sur le Libéria, la Guinée et la Sierra Leone était estimé à 2,8 milliards de dollars.

Figure 1 : Estimation des coûts de certaines épidémies / pandémies en milliards de dollars (2001-2017)



Source : Resolve to Save Lives

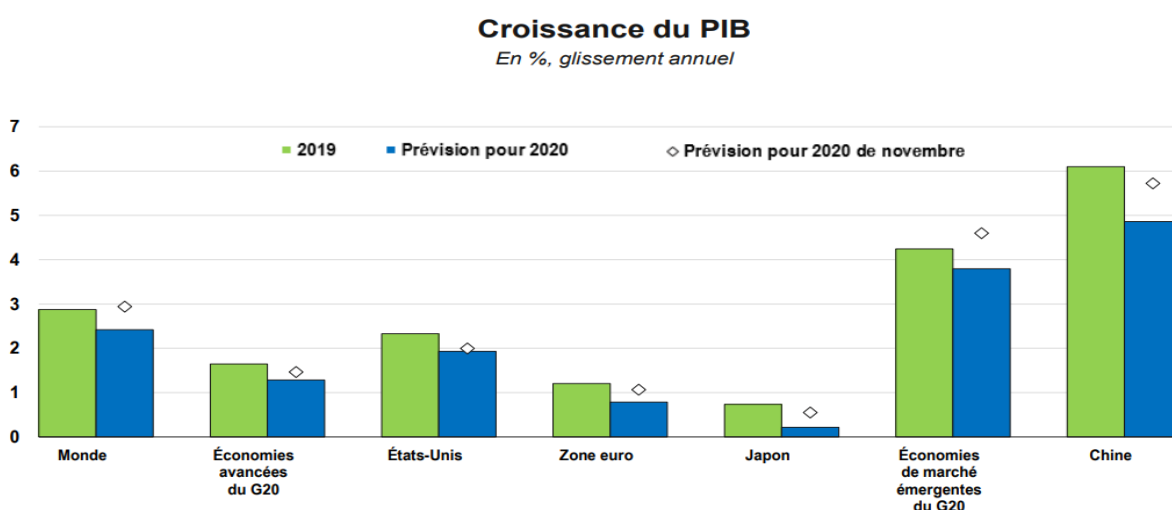
Dans ce contexte, la pandémie du coronavirus a suscité de profondes inquiétudes au sein des gouvernements, des investisseurs et des populations du monde entier ce qui engendra des pertes économiques importantes. Dans ce sens, à travers ce papier nous allons présenter les potentiels impacts économiques du coronavirus sur l'économie mondiale et sur l'économie Tunisienne.

I. L'impact potentiel du coronavirus sur l'économie mondiale

Les conséquences des épidémies ne sont pas réparties également dans l'ensemble de l'économie. Certains secteurs économiques peuvent même en bénéficier financièrement, tandis que d'autres souffriront de manière disproportionnée. Les sociétés pharmaceutiques qui produisent des vaccins, des antibiotiques ou d'autres produits nécessaires à la riposte aux flambées sont des bénéficiaires potentiels. Les compagnies d'assurance maladie et vie devraient supporter des coûts élevés, au moins à court terme, de même que les éleveurs en cas d'épidémie liée aux animaux. Les populations vulnérables, en particulier les pauvres, sont susceptibles de souffrir de manière disproportionnée, car elles peuvent avoir moins accès aux soins de santé et moins d'épargne pour se protéger contre une catastrophe financière.

Selon le rapport de l'OCDE, une baisse estimée de la croissance mondiale à 2.4 % en 2020 contre 2.9 % prévu l'année dernière, suite au covid-19. Quant à la croissance de la Chine, elle devra passer en dessous de 5.7% à 4.9 %.

Figure 2 : Estimation de la croissance du PIB

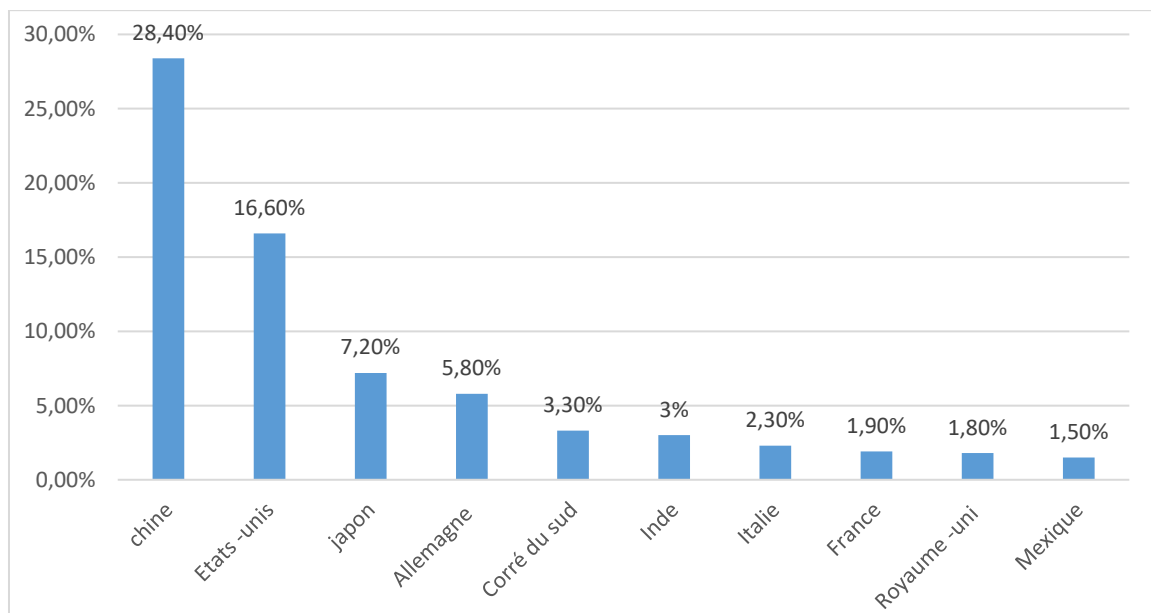


Source : Perspectives économiques de l'OCDE, - Rapport intermédiaire Coronavirus : l'économie mondiale menacée 2 March 2020

➤ Impact sur l'industrie mondiale

Ayant la plus importante part de la production industrielle mondiale, la chine a dû fermer ses usines et ses entreprises suite aux mesures de riposte contre la propagation de l'épidémie du coronavirus. Ainsi, le confinement de la population chinoise a engendré des pertes de la production et de productivité en chine. De même, plusieurs sociétés dans le monde dépendent aujourd'hui d'un fournisseur principal chinois établi dans la province du Hubei et pourraient d'une manière indirecte être pénalisées par des difficultés d'approvisionnement en produits de base, ou semi-finis. Les entreprises les plus exposés sont les entreprises du secteur de l'automobile, le textile, électronique et de haute technologie.

Figure 3 : Top 10 des pays selon la part de la production industrielle mondiale en 2018



Source statistique Nations Unies

*Production calculée sur la base de la valeur ajoutée en dollars américains courants

En effet, les prévisions stipulent une chute de l'activité manufacturière chinoise beaucoup plus importante que celle survenu en 2008, au moment de la crise financière.

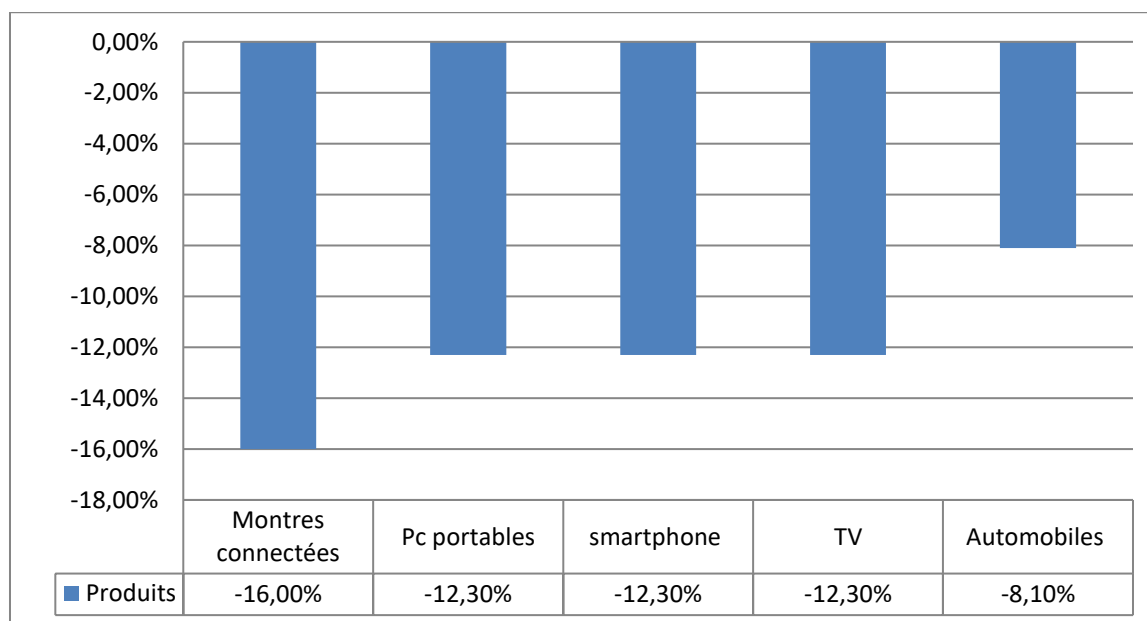
D'ailleurs, l'analyse de TrendForce sur l'impact du COVID-19 sur l'industrie mondiale de haute technologie prévoit un impact relativement élevé sur l'industrie des smartphones, dont la production de smartphones devrait diminuer de 12% en glissement annuel au premier trimestre de 2020. A titre d'exemple, suite au ralentissement de sa production d'iPhone et la fermeture de nombreux magasins, Apple a annoncé que sa prévision de chiffre d'affaire pour le deuxième

trimestre (entre 63 et 67 milliards de dollars) ne serait sans doute pas atteinte à cause du coronavirus.

Aussi selon la même analyse, le marché mondial de l'automobile au premier trimestre 2020 subira une baisse de 14% en glissement annuel conséquence de la baisse de l'offre et de la demande sur le marché automobile chinois et des pénuries de matériaux pour les constructeurs automobiles étrangers. A titre d'exemple la pénurie de pièces provenant de la Chine a contraint plusieurs constructrices automobiles à fermer leurs usines tel que le constructeur coréen Hyundai en Corée et la firme japonaise Nissan au Japon. De même en Europe, Fiat-Chrysler et Jaguar Land Rover ont récemment averti qu'elles pourraient bientôt arrêter la production à cause de l'épuisement de leurs stocks de pièces.

A cet égard, l'analyse de TrendForce prévoit une baisse des expéditions mondiales des produits de haute technologie tels que l'automobile, les Pc portables et les smartphones

Figure 4 : Estimation de l'impact du coronavirus sur les expéditions mondiales de produits au premier trimestre de 2020



Source : Trendforce, février 2020

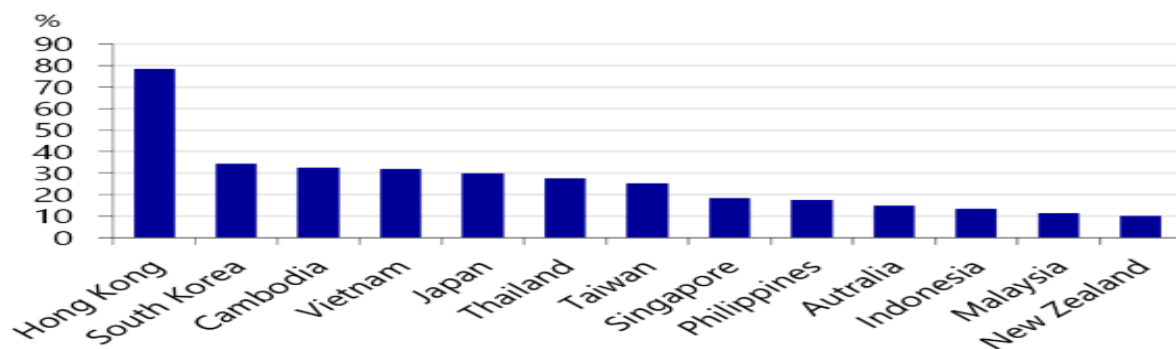
➤ Impact sur le tourisme mondial

Pour contenir la propagation du coronavirus, le gouvernement chinois a entrepris des mesures de restriction de circulation et de mouvements aux habitants des deux grandes métropoles de

l'Est de la Chine. Aussi, il a suspendu les voyages organisés et déconseillé à ses ressortissants de partir à l'étranger. Ces mesures peuvent avoir un lourd impact économique du fait de l'importance du marché Chinois dans les flux touristiques mondiaux. Selon l'organisation mondiale du tourisme, la chine est le premier émetteur de touristes de départ en 2019 avec 149.7 millions de touristes. De plus, la chine est le premier pays en matière de dépenses touristiques et à elle seule représente le cinquième des dépenses du tourisme international. En effet, les voyageurs chinois ont déboursé 1.850 dollars par personne, soit 277,3 milliards de dollars en 2018.

Les pays qui subiront la baisse des voyageurs chinois sont (Hong Kong, Macao, Taïwan, Thaïlande, Corée du sud, Japon, Vietnam) et les pays de l'Europe, les Etats-Unis et l'Australie. A titre d'exemple la part des touristes chinois visitant la Corée du Sud, le Vietnam et la Thaïlande représente 25 % comme le montre la figure ci-dessous. En Europe, la France est la première destination des touristes Chinois, qui ont été 2,2 millions en 2018.

Figure 5 : Pourcentage des touristes chinois



Source : Macrobond

➤ Impact sur le secteur de luxe

La propagation mondiale de l'épidémie du coronavirus a touché le secteur de luxe. Plusieurs marques et entreprises ont vu leurs ventes de produits de luxe chuter tel est le cas de Capri Holdings qui détient les marques Versace, Michael Kors, Jimmy Choo a annoncé un manque à gagner d'environ 100 millions de dollars sur son chiffre d'affaires

➤ Impact sur le prix des matières premières

Les prix des matières premières dépendent d'une grande partie de la demande chinoise.

Métaux

La demande de métaux est en berne. C'est le cas du Nickel, du cuivre, de l'acier, du zinc et de l'aluminium. Les prix de ces métaux ont poursuivi, sur l'ensemble du quatrième trimestre de l'année 2019, leur régression. À l'exception de l'or, valeur refuge qui a tendance à s'apprécier en période d'incertitudes économiques ou politiques.

Figure 6 : Part de la chine dans la consommation mondiale de métaux en 2016

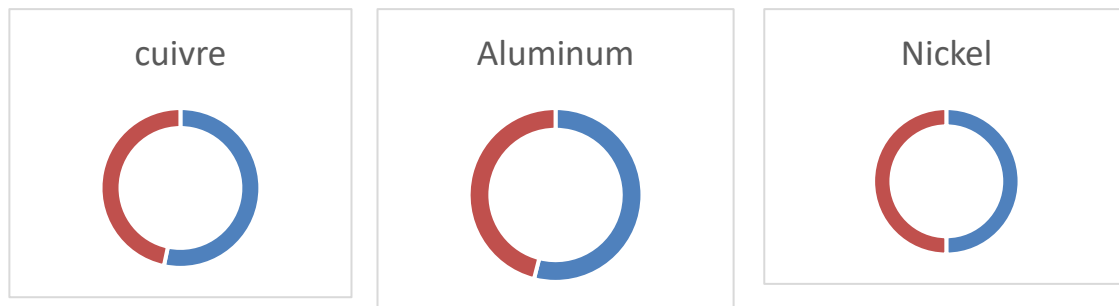


Figure 7 : Cours or

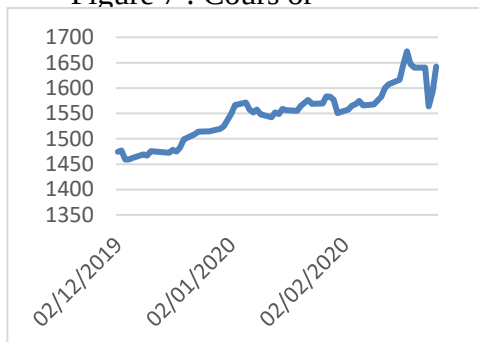
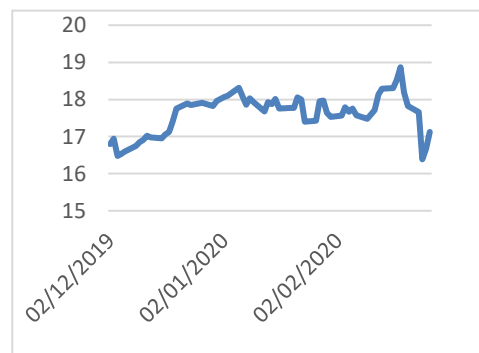
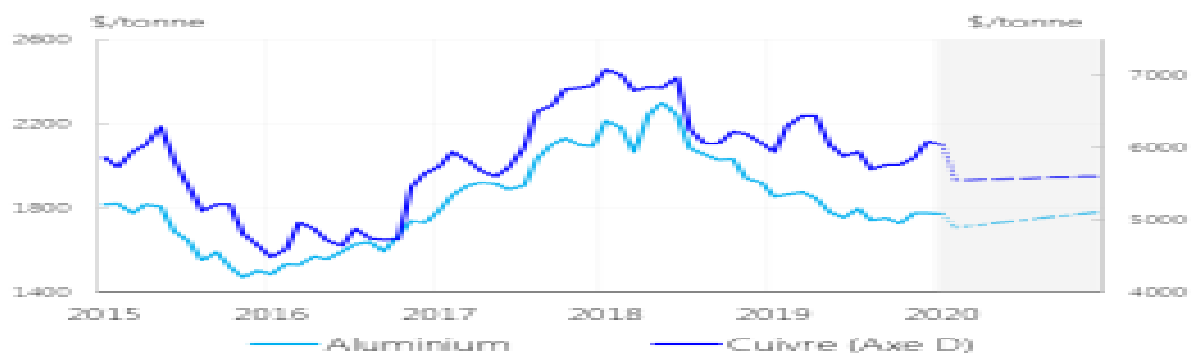


Figure 8 : cours argent



Source : Boursorama

Figure 9 : Perspectives des prix des métaux



Source : Datastream

Energie

La réduction de la demande de pétrole de la chine deuxième consommateur de pétrole brut au monde et le premier importateur fait chuter les cours de ce dernier. Selon l'agence économique et financière Bloomberg, la demande de pétrole chinoise a baissé de 20 %, soit une diminution de 3 millions de barils par jour soit l'équivalent d'environ 3% de la demande mondiale. Par conséquent, le prix du pétrole Brent est passé de 68,90 dollars le baril le 1er janvier à 50,5 dollars le baril au 28 février. De plus, les contrats à terme sur le pétrole brut ont chuté d'environ 20 dollars le baril en janvier et février.

Figure 10 : Top 4 des importateurs de pétrole dans le monde

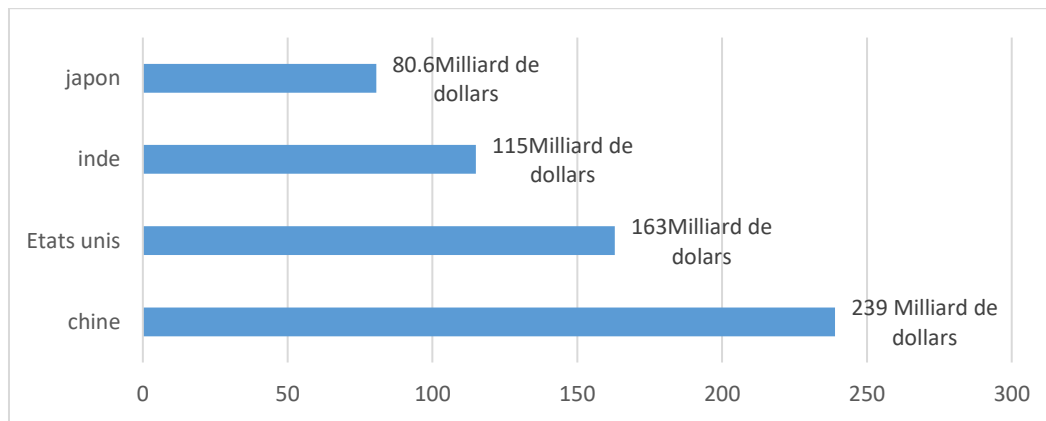


Figure 11 : Cours Pétrole Brent

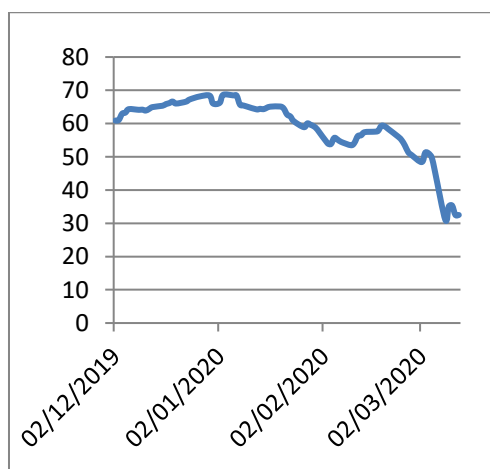
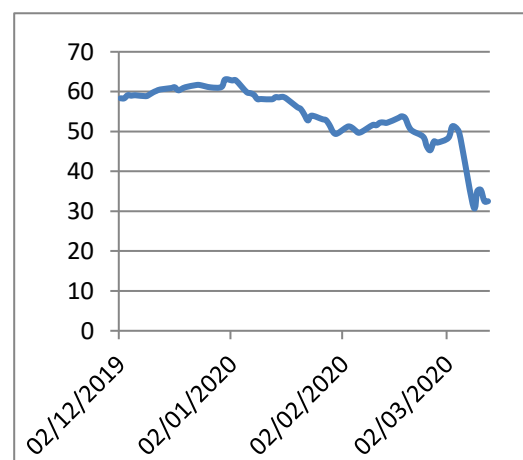


Figure 12 : Cours Pétrole WTI



Source : Boursorama

Produits agricoles

Par ailleurs, la réduction du pouvoir d'importation de la Chine suite au coronavirus pénalise les pays d'Amérique Latine qui fournissent la Chine, en matières premières et en produits agricoles. Les cours des matières premières agricoles comme le blé et le maïs ont chuté au cours du mois de janvier 2020. Dans ce sens, il faut rappeler que la Chine a importé 3,2 Mt de blé (ainsi elle occupe le 18^{ème} rang des pays importateurs de blé dans le monde), 4,5 Mt de maïs (11^{ème} rang).

Figure 13 : Cours blé

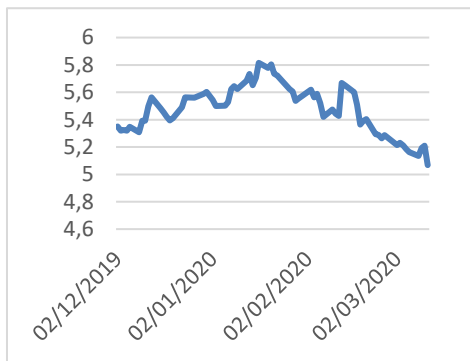
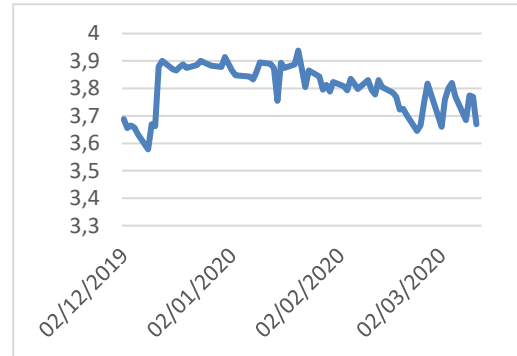


Figure 14 : Cours maïs



Source : Boursorama

Par ailleurs, l'indice du prix du fret maritime. BDI (Baltic Dry Index) qui évalue la demande de bateaux chargés de céréales ou de minerais a plongé pour atteindre 450 au mois de février son plus bas niveau depuis mars 2016.

➤ Impact sur l'industrie médicale et pharmaceutique

Le secteur de l'industrie pharmaceutique a profité de la propagation du virus. Plusieurs entreprises ont vu leurs chiffres d'affaires accroître. A titre d'exemple, les actions de certaines entreprises ont augmenté tel que Euromédix, leader français des gants médicaux une augmentation de 244% en un mois, l'action Biosynex, entreprise alsacienne qui développe et commercialise des dispositifs médicaux pour le dépistage de certaines maladies de +101% sur la même période.

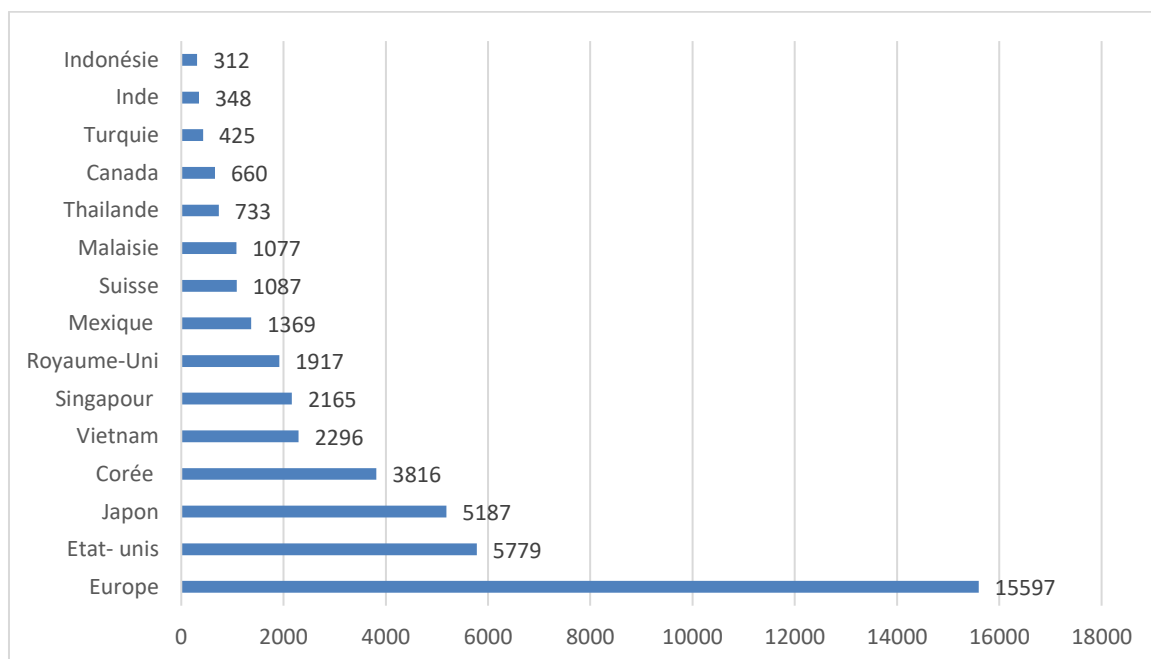
Par ailleurs, le coronavirus a engendré une pénurie des médicaments. En effet, les deux tiers des composants actifs sont fabriqués en Chine et un tiers en Inde. Par exemple, la Chine produit,

près de 60% du volume mondial de paracétamol. D'autant plus, la chine fournit l'essentiel des principes actifs pharmaceutiques aux fabricants indiens médicaments génériques. À cet égard, la fermeture des usines chinoises a déjà plombé une partie de la chaîne d'approvisionnement et a augmenté le prix des molécules chinoises importer. De même selon L'OMS, il aura des pénuries d'approvisionnement en équipements de protection individuelle (EPI) tel que les gants, les masques médicaux, suite à la forte demande et aux achats de paniques.

➤ Impact sur le commerce international

Selon les prévisions des nations unies, les États-Unis, suivi du japon et de la république de Corée seraient les pays les plus affectés par la baisse de l'offre à cause du coronavirus.

Figure 15 : impact du coronavirus sur le commerce en million de dollar



Source : UNCTAD

➤ Impact sur le marché financier

Les interrogations suscitées par les effets à venir du coronavirus fait planer un spectre de récession du marché financier. Les bourses mondiales plongent dans le rouge à mesure que l'épidémie se répand en Europe et aux Etat unis.

Tableau 1 : indices boursiers mondiaux

Principaux indices boursiers	Variation 1mois
CAC 40	-8.7%
Dow Jones Industrial	-7.51
Dax	-10.02%
Nikkei	-10.81%
Euro Stoxx 50	-9.46%
Nasdaq	-5.16%

➤ Impact sur le secteur du transport

Le coronavirus plombe l'activité du transport maritime et le transport aérien. Les compagnies aériennes et compagnies de croisières sont touchées. Environ 90% des vols passagers à destination et en provenance de Chine ont été supprimés. L'association internationale des transporteurs aériens estime que les pertes pour les seules compagnies asiatiques pourraient s'élever à près de 28 milliards de dollars cette année. Quant à Air France-KLM a estimé ses pertes d'environ 200 millions d'euros. Par ailleurs, plusieurs conteneurs s'entassent dans des ports bloquer en chine ce qui a ont engendré un accroissement des prix du fret maritime.

II. Les répercussions du coronavirus sur l'économie Tunisienne

Tout comme en chine, la propagation du virus en Tunisie sèmera la panique auprès des populations qui réduiront leurs déplacements et privilégieront de rester chez eux afin de ne pas être contaminer. Dans ce sens, un effet nuisible sur les revenus des ménages se fera ressentir. Nous allons définir ci-dessous les vecteurs par lesquels le coronavirus pourra affecter l'économie Tunisienne.

➤ Pertes des revenus des ménages et des emplois

Tout d'abord, l'économie tournera au ralenti. Une grande partie des usines et des entreprises seront à l'arrêt ou encore fermeront leurs portes. Les populations subiront une perte de leurs emplois par conséquent une perte de leurs moyens de substitution. D'autres part, le manque à gagner des populations contaminées par le virus et mises sous quarantaine afin de contenir la flambée de l'épidémie du coronavirus, les rendront de plus en plus vulnérables et accoiseront

leurs degrés de pauvreté. A titre d'exemple, en six mois la flambée de l'épidémie d'Ebola a induit une chute brutale des revenus des pays touchés de 35.3 % au Libéria, 29.67% au Sierra Leone et 12.73% en Guinée.

Les effets néfastes du coronavirus sur les revenus des ménages pourraient être considérables.

➤ **L'accroissement des dépenses publiques et le tarissement des recettes fiscales**

La propagation du coronavirus pourra exercer des pressions sur les dépenses publiques. En effet, l'effort du gouvernement à contenir la propagation du virus aura des conséquences sur l'allocation des ressources dans le secteur de la santé publique. Ces ressources seront utilisées pour fournir les médicaments, mettre en place les laboratoires mobiles de dépistage du virus, instaurer des points de contrôle aux frontières, s'approvisionner d'équipements, mener des campagnes de sensibilisation et de communication et apporter un soutien aux ménages touchés par le virus. Toutes ces dépenses pourraient ralentir au pire geler certains investissements dans les infrastructures et les projets de développement dans le pays.

De plus, le virus pourra affaiblir la capacité du gouvernement à collecter les recettes fiscales. En effet, la diminution de la mobilité de la main d'œuvre, les restrictions de circulation des marchandises, le déclin des ventes des biens et des services sont autant de facteurs qui pourront contribuer à affaiblir la capacité des entreprises à s'acquitter de leurs impôts et les exposeront à la faillite.

En effet, la diminution des recettes fiscales conjugués avec l'accroissement des dépenses remettrait en question la pérennité de la dette dans le moyen terme en Tunisie. En effet, l'Italie, pays le plus touché par l'épidémie en Europe, prévoit un creusement de son déficit pour l'année 2020 de 0,35%, en raison d'une hausse de cinq milliards des dépenses pour combattre l'épidémie.

➤ **Risque de déflation**

Le comportement d'aversion face à l'épidémie peut affecter le comportement d'achat et d'investissement de la population. La population réduira sa consommation de produits non alimentaires en particulier de produits importés qui subiront la flambée des prix du fret maritime.

➤ L'activité touristique risque de ralentir

En cas de propagation du coronavirus, le tourisme pourrait brusquement chuter en raison de la crainte d'infection et d'éventuelles restrictions de voyage. Le secteur qui a de la peine à se relever verra ses bonnes performances réalisées partir en veine. Étant donné que le tourisme contribue à 13,8 % du PIB Tunisien, la faiblesse de l'activité touristique pourra avoir un impact assez important sur la croissance du PIB. En effet, la Tunisie qui dépend des flux de visiteurs en provenance des marchés émetteurs européens et du marché chinois verra ses recettes touristiques diminuer significativement. Selon les statistiques les touristes européens représentent 15,9% avec 2 788 706 touristes. Quant aux touristes maghrébins ayant visité la Tunisie, au cours de l'année 2019, s'est amélioré de 15,5 %, pour s'établir à 4 934 826 visiteurs soit environ 2,8 millions de touristes.

Tableau2 : flux touristique

Arrivées de touristes internationaux		Variation (%)	Recettes du tourisme international		Variation (%)
2017	2018*	18*/17	2017	2018*	18*/17
7.052	8.299	17,7	1.305	1.71	4,5

Source : OMT

➤ Un excédent de la balance commerciale alimentaire

La balance commerciale alimentaire a enregistré à fin janvier 2020 un excédent de 26,6 MD contre un déficit de 142,9 MD durant la même période de l'année précédente. En effet, les importations ont baissé de 23,3% en particulier celles des céréales suite à la baisse des cours des contrats du blé et du maïs suite à l'épidémie du coronavirus et à l'appréciation du dinars face aux autres devises.

Tableau3 : Evolution des principaux produits importés à fin janvier 2020 et 2019

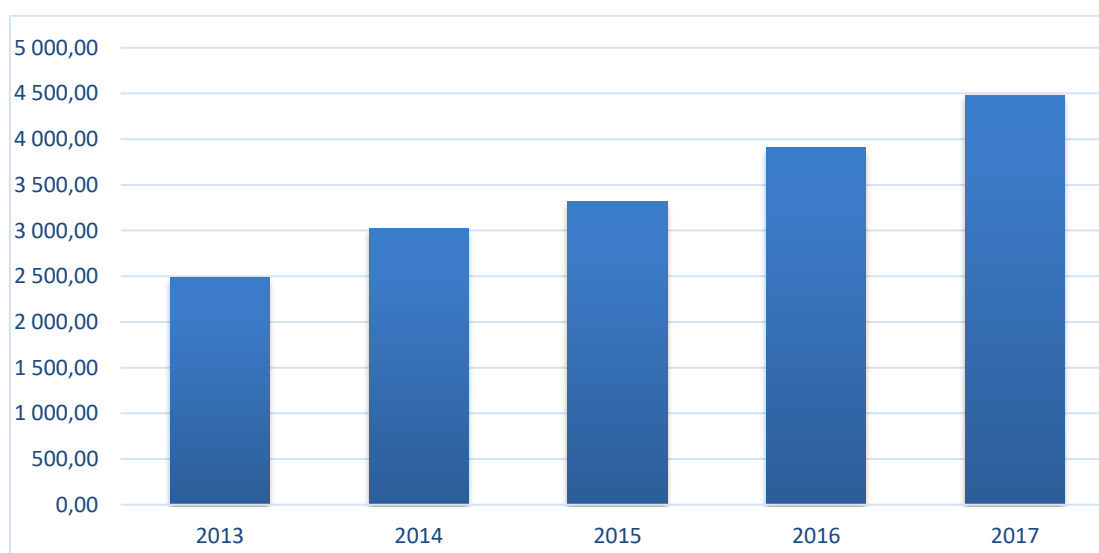
Produits	Quantités (1000 T)		%	Valeur (MD)		%	Prix (DT/Kg) %		%
	2019	2020		2019	2020		2019	2020	
Blé tendre	114,7	87,7	-23,5	86,5	57,1	-34,0	0,75	0,65	-13,7
Orge	81,1	25,8	-68,2	64,0	15,2	-76,3	0,79	0,59	-25,3
Maïs	116,1	62,9	-45,8	63,8	32,1	-49,7	0,55	0,51	-7,1

Source : ONAGRI

➤ **Des bouleversements probables en matière d'approvisionnement domestique**

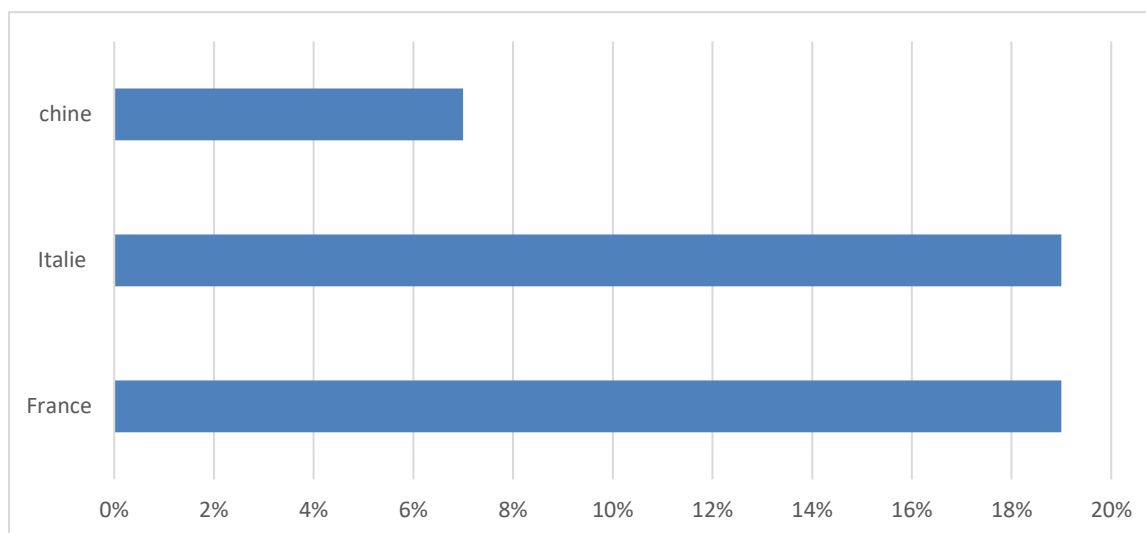
Par ailleurs, le coronavirus fait peser des risques de rupture d'approvisionnement de produits en provenance de la chine. Sachant que le volume des importations n'a pas cessé d'accroître ces dernières années atteignant 4482.2 MD en 2017. Les produits importés de chine sont concentrés, sur trois chapitres des mécaniques & électronique, Textile, Habillement, Cuir et Chaussures et Métallurgie Sidérurgie.

Figure 13 : Valeur des importations venant du Chine en million de Dinars



Source :INS

Figure 14 : Part des importations par pays en pourcentage en 2018



Source : Trademap

Tableau 4 : Liste des 10 produits les plus importés de chine en 2017

Produits	Importations en million de dinars
Machines et appareils électriques	1.643
Chaudières, réacteurs et engins mécaniques	820
Autos cycles et tracteurs	245
Fonte, fer et acier	163
Matières plastiques et ouvrages	154
Optique et appareils scientifiques	129
Produits chimiques et organiques	106
Jouets, jeux et articles de sports	91
Ouvrages en fonte, fer et acier	87
Filaments synthétique ou artificielles	81

Source :INS

➤ Impact probable sur les exportations

Certes, la part des exportations à destination de la Chine est relativement faible cependant la Tunisie pourrait être affectés par un ralentissement possible de la croissance au niveau de ses

principaux partenaires commerciaux à savoir les pays de l'union européen. A cet égard, l'économie de la zone euro déjà fragile sera une des économies les plus durement touchées par les arrêts de production liés au virus en chine. Par conséquent, les exportations en particulier celles du secteur du textile seront réduites dans un contexte de modération de la demande étrangère.

De plus, la chine est devenue, au cours des dernières décennies l'usine du monde. Elle fournit les intrants utilisés dans les industries du monde entier et elle est au cœur de l'ensemble du réseau mondial de commerce des intrants intermédiaires utilisés dans le secteur textile comme le montre la figure ci-dessous. La rupture d'approvisionnement de ses intrants pourra nuirequ'aux entreprises de vêtements et de chaussures Tunisiennes qui verront leurs productions diminuer et au pire s'arrêter.

III. Les premières mesures prises par pays et par organisation pour surmonter la crise du coronavirus

Pays / Organisation	Mesures prises
France	• Un mécanisme exceptionnel de chômage partiel sera mis en œuvre pour éviter les licenciements. L'État prendra en charge l'indemnisation des salariés contraints de rester chez eux • Le gouvernement autorise les entreprises à suspendre le paiement de certaines charges sociales et taxes et active des programmes de chômage partiel subventionnés par l'État. Il a ordonné à la banque d'investissement d'État Bpifrance de garantir les prêts nécessaires pour surmonter les problèmes de trésorerie à court terme. • Le gouvernement a également permis aux entreprises de déclarer un cas de force majeure en raison de l'épidémie si elles ne peuvent pas honorer un contrat avec le secteur public, et fait pression sur les grandes entreprises pour faire preuve de clémence similaire avec les sous-traitants.
Chine	• Le ministère des Finances a proposé des prêts avec remises aux entreprises concernées et la Commission de réglementation des banques et des assurances a ordonné aux banques de ne pas « aveuglement » retirer ou arrêter les prêts aux entreprises. • Le financement, le report du paiement de la sécurité sociale par les entreprises et la réduction ou la suppression des loyers pour les PME locataires. • D'importantes politiques budgétaires et monétaires suivraient, y compris des investissements massifs dans les infrastructures et de nombreuses injections de liquidités. • La liquidité est stimulée par des opérations d'open market et par un assouplissement ciblé du crédit. Des réductions d'impôts, de taxes et de charges sociales sont proposées aux entreprises touchées. L'approvisionnement quotidien en produits de première nécessité est assuré par l'allocation des réserves nationales. La logistique est facilitée par des canaux accélérés et des péages gratuits. La production alimentaire est garantie par le soutien à l'agriculture de printemps. • Les gouvernements à tous les niveaux répondent rapidement aux appels à l'aide. Certaines autorités locales ont organisé des bus, des trains et des vols pour ramener les employés au travail afin de réduire les pénuries de main-d'œuvre. • Le déploiement de services de livraison sans contact, la promotion de salles de vente en réalité virtuelle, et des visites de sites pittoresques en ligne. • La Chine a affecté 110,5 milliards de yuans (15,9 milliards de dollars) à la lutte contre l'épidémie. Pékin a intensifié son soutien financier aux régions touchées par les virus et la banque centrale a abaissé plusieurs taux directeurs, dont le taux de référence, et a exhorté les banques à accorder des prêts bon marché et à alléger les paiements aux entreprises exposées.

	La Chine modifiera la surveillance environnementale des entreprises pour aider à la reprise de la production perturbée par l'épidémie de coronavirus, donnant aux entreprises plus de temps pour corriger les problèmes environnementaux.
Italie	- Le plan de soutien économique prévu par le gouvernement totaliserait quelque 25 milliards d'euros (28 milliards de dollars) pour garantir que les entreprises et les travailleurs soient aidés pendant la crise. - Le gel des paiements d'impôts et de prêts et l'augmentation des allocations de chômage pour garantir qu'aucun emploi ne soit perdu. - Le gouvernement a déclaré que les paiements d'hypothèques seront suspendus dans toute l'Italie et le lobby bancaire italien ABI a déclaré que les prêteurs offriraient des moratoires sur les dettes aux petites entreprises et aux ménages aux prises avec les retombées économiques du virus.
Japon	- Le gouvernement japonais a approuvé jeudi un plan budgétaire massif de 122 milliards de dollars pour relancer la croissance de l'économie et pérenniser les investissements au-delà des Jeux olympiques de Tokyo l'été prochain. - La Banque du Japon a annoncé qu'elle doublerait ses achats de fonds de change (ETF) risqués à un rythme d'environ 12 billions de yens (112,6 milliards de dollars) par an et qu'elle créerait un nouveau programme de prêts pour prolonger les prêts à taux zéro d'un an aux institutions financières pour stimuler les prêts aux entreprises touchées par la flambée. - Pour éviter le gel des marchés du crédit, il mettra de côté 2 billions de yens pour des achats supplémentaires de papier commercial et d'obligations de sociétés et il achètera des fonds fiduciaires immobiliers japonais (J-REIT) à un rythme de 180 milliards de yens par an. - Le gouvernement a annoncé un deuxième ensemble de mesures d'une valeur d'environ 4 milliards de dollars pour faire face aux retombées de la flambée, en se concentrant sur le soutien aux petites et moyennes entreprises, alors que les inquiétudes grandissent quant aux risques pour l'économie fragile.
Iran	L'Iran a exhorté jeudi le Fonds monétaire international (FMI) à lui autoriser un accès immédiat à une facilité de crédit
Allemagne	- Les mesures adoptées : le chômage partiel doit permettre aux entreprises, notamment dans le tourisme ou l'organisation de foires, de voir leurs dépenses allégées sans avoir à licencier. L'agence pour l'emploi prend en charge 60% du salaire net et les cotisations sociales pour les heures non travaillées. Des prêts aux entreprises confrontées à des difficultés de trésorerie sont prévus. - L'État va par ailleurs dépenser 13 milliards d'euros supplémentaires sur quatre ans pour les secteurs des transports, le logement ou le numérique. - Le blocage d'une enveloppe supplémentaire de 12,8 milliards d'euros (13,5 milliards de francs) sur quatre ans pour des investissements d'infrastructure. - Le gouvernement a aussi annoncé des mesures d'assouplissement fiscal, comme des règles d'amortissement plus favorables - Augmenter les investissements publics de 12,4 milliards d'euros d'ici 2024 et de permettre aux entreprises de demander plus facilement des subventions pour soutenir les travailleurs sur la réduction du temps de travail afin de contrer les effets de l'épidémie de coronavirus.
Etats-Unis	Une réduction des taxes sur les salaires pour aider les ménages américains à surmonter l'impact économique de l'épidémie de coronavirus

	• Des mesures d'aides aux entreprises mises en difficultés. • Le report de la date butoir de paiement des impôts pour certains individus et entreprises et ainsi réinjecter «200 milliards de dollars de liquidités supplémentaires dans l'économie • Le département du Trésor américain reportera les paiements d'impôts sans intérêts ni pénalités pour certaines personnes et entreprises affectées négativement, dans le but de fournir plus de 200 milliards de dollars de liquidités supplémentaires à l'économie. • La Small Business Administration fournira également des capitaux et des liquidités aux entreprises touchées par le coronavirus • Plus tôt, Trump a signé un projet de loi de dépenses d'urgence de 8,3 milliards de dollars pour lutter contre la propagation du virus et développer des vaccins contre la maladie hautement contagieuse.
La Grande Bretagne	• La Grande-Bretagne a lancé un plan de relance économique de 30 milliards de livres sterling (39 milliards de dollars) quelques heures seulement après que la Banque d'Angleterre a abaissé les taux d'intérêt à 0,25 %, un programme à double barillet visant à conjurer le risque de récession du coronavirus. Dans le détail, 7 milliards aideront les travailleurs indépendants et les PME, 5 milliards le système de santé, qui s'ajoutent à 18 milliards d'autres mesures pour soutenir l'activité.
Inde	• La Reserve Bank of India (RBI) prévoit d'injecter de nouvelles liquidités dans le système par le biais d'un deuxième cycle d'opérations de mise en pension à long terme (LTRO), ont déclaré des responsables gouvernementaux à Reuters, alors que l'on craignait que l'épidémie de coronavirus ne fasse dérailler toute relance de la croissance économique. • La RBI s'est déclarée prête à agir pour maintenir la confiance du marché et préserver la stabilité financière. • Le gouvernement pousse, quant à lui, les banques d'État à approuver de nouveaux prêts d'un montant de 500 à 600 milliards de roupies d'ici fin mars, selon des sources gouvernementales.
Canada	• La Banque du Canada a abaissé son taux directeur au jour le jour à 1,25%, contre 1,75% en réponse à l'épidémie, ce qui a incité les marchés monétaires à établir une chance meilleure d'une autre réduction le mois prochain. La dernière réduction de 50 points de base a eu lieu en 2009 lors de la crise financière.
Corée du Sud	• Le gouvernement a annoncé un plan de relance de 11,7 billions de wons (9,8 milliards de dollars) pour amortir l'impact de la plus grande épidémie de coronavirus hors de Chine. Un montant supplémentaire de 10,3 billions de wons en bons du Trésor sera émis cette année pour financer le budget supplémentaire. • Séoul a également resserré les règles sur la vente à découvert pendant trois mois. À partir du 11 mars, les actions affichant une augmentation soudaine et anormale des transactions de vente à découvert seront suspendues de toute nouvelle vente à découvert pendant 10 jours.
Algérie	• Lors de sa réunion ordinaire, le Comité des Opérations de Politique Monétaire de la Banque d'Algérie a « décidé de réduire le taux de réserve obligatoire de 10% à 8 % et d'abaisser de 25 points de base (0,25 %) le taux directeur de la Banque d'Algérie pour le fixer à 3,25 % et ce à compter du 15 mars 2020 »
Maroc	• La suspension de la cotisation à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) pour les entreprises en difficulté, et qui exprimeraient la demande dans ce sens, et d'examiner, cas par cas, l'ensemble des entreprises qui seraient également en difficulté par rapport aux remboursements de leurs crédits et ce jusqu'à la fin de cette crise. • Le Roi du Maroc ordonne la création d'un fonds spécial de 1 milliard de dollars

L'Espagne	- Le gouvernement assurera le flux de liquidités des entreprises en créant une ligne de crédit de 100 milliards d'euros, dont il se portera garant - Une aide financière en cas de difficultés pour les travailleurs indépendants. Le décret prévoit aussi une souplesse dans la procédure pour cessation d'activité. - Les entreprises ayant réalisé un chiffre d'affaires inférieur à 6 millions d'euros en 2019 : - Paiements échelonnés pendant 6 mois de la TVA, l'IRPF et l'impôt sur les sociétés - Possibilité de moratoire du paiement des intérêts les 3 premiers mois du paiement fractionné - Toutes les dettes fiscales au 12 mars 2020 sont reportables jusqu'au 30 mai 2020
Russie	- Mettre de côté les fonds du budget fédéral pour les allocations de chômage - Payer les pensions et autres avantages publics à l'avance - Établir un congé fiscal pour les entreprises telles que les agences de voyages et les compagnies aériennes - Accordez aux petites et moyennes entreprises un report d'un quart sur le paiement de leurs impôts - Interrompre temporairement les audits des petites et moyennes entreprises
La Turquie	- Un plan de relance d'une valeur de 15,4 milliards de dollars pour lutter contre la pandémie de coronavirus. Le paquet augmentera le salaire des retraites, soutiendra les entreprises, réduira la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur le transport aérien intérieur et reportera les paiements de sécurité sociale de 6 mois pour les secteurs de la vente au détail, de l'acier, de l'automobile et de l'hôtellerie, entre autres. - La Banque centrale de Turquie a abaissé mardi son principal taux d'intérêt de 100 points de base, à 9,75%, pour stimuler l'économie face à l'impact mondial du coronavirus. Le principal taux d'intérêt a été ramené de 10,75% à 9,75%,
OCDE	- Des mesures peuvent aussi être prises afin d'atténuer les répercussions négatives sur les catégories sociales vulnérables. Les programmes d'indemnisation du chômage partiel peuvent servir à accroître la flexibilité de la durée du travail et à préserver les emplois et la rémunération perçue, bien qu'ils ne protègent pas les travailleurs temporaires ou migrants des risques de licenciement. Les pouvoirs publics peuvent aussi soutenir les ménages en fournissant une aide temporaire, sous la forme de transferts en espèces ou d'une assurance chômage notamment, aux travailleurs placés en congé sans solde, et en s'engageant à prendre en charge les coûts de santé liés au virus pour l'ensemble des personnes touchées, à titre rétroactif si nécessaire - L'injection de liquidités suffisantes dans le système financier est aussi une mesure très efficace pour permettre aux banques de soutenir les entreprises, et notamment les petites et moyennes entreprises, qui connaissent des problèmes de trésorerie, et faire en sorte que des entreprises par ailleurs solvables ne fassent pas faillite pendant la période où des mesures de confinement sont en vigueur - Les initiatives visant à alléger ou à reporter le paiement d'impôts ou le remboursement d'emprunts, ou à abaisser les coûts d'intrants tels que l'énergie, pour les entreprises situées dans les régions et les secteurs les plus affectés devraient être envisagées. - Une réduction temporaire du niveau des réserves que les banques doivent détenir à la banque centrale pourrait aussi être appliquée si nécessaire. Des facilités de crédits croisés entre grandes banques centrales peuvent aussi être utilisées, surtout si une perturbation majeure des échanges ou une fuite vers les actifs sûrs de la part des investisseurs de portefeuille accroît la demande de dollars des États-Unis

	-Laisser les stabilisateurs budgétaires automatiques jouer pleinement et d'augmenter les dépenses consacrées aux services de santé, des mesures budgétaires temporaires et ciblées pourraient aussi être prises pour aider les entreprises dans les secteurs particulièrement exposés à une chute brutale des déplacements et du tourisme. Les fonds constitués en vue de réintégrer les travailleurs qui ont perdu leur emploi à cause de la mondialisation pourraient également être mobilisés. Dans l'Union européenne, les autres options possibles consistent à adapter temporairement le régime des aides d'État, comme cela a été fait au pire de la crise financière de 2008-09, ou à assouplir les règles budgétaires européennes en faveur des économies touchées, au vu des circonstances exceptionnelles.
UNCTAD	• Les gouvernements peuvent éviter un marasme en augmentant leur propre demande, en particulier pour les biens et services qui ne manquent pas, tels que la construction et les services sociaux • Les banques centrales devraient faire «tout ce qu'il faut» face au Covid-19, y compris en dirigeant des crédits la production et la création d'emplois (plutôt que la spéculation financière ou les plans de sauvetage), offrant des lignes de crédit adaptées aux PME en difficulté financière. • Revenir à une fiscalité progressive et réduire le recours aux taxes sur la valeur ajoutée qui érodent les dépenses privées
BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE	• La BCE a clairement indiqué qu'elle ne tolérerait pas une augmentation « injustifiée » des coûts d'emprunt et qu'elle était prête à acheter davantage de dette souveraine pour permettre aux gouvernements d'emprunter à bas prix alors qu'ils augmentaient leurs dépenses pour lutter contre l'épidémie. • La BCE accordera également aux banques des prêts à un taux aussi bas que 0,75%, en dessous du taux de dépôt de -0,5%, et augmentera les achats d'obligations de 120 milliards d'euros cette année en mettant l'accent sur la dette des entreprises. L'organe de surveillance bancaire de la BCE laissera les banques de la zone euro en deçà de certains besoins essentiels en fonds propres et en liquidités, afin de maintenir le crédit dans l'économie.

VI. Recommandations de l'IACE

Plusieurs pays ont annoncé des mesures spécifiques pour faire face à cette pandémie mais aussi afin de soutenir l'économie, comme présenté au niveau de la section précédente.

Mais qu'en est-il de notre pays ? quelles sont les mesures à entreprendre pour soutenir notre économie ?

C'est dans ce cadre que l'IACE et l'ITES proposent une stratégie nationale contre l'impact de cette pandémie. Ce travail a été basé sur une estimation quantitative de l'impact du Coronavirus au niveau de quatre états de l'évolution du Coronavirus et ce, en Tunisie et en Europe. Ces quatre états sont présentés comme suit :

Etat 1 : Le contrôle de l'épidémie ;

Etat 2 : La prévention contre la propagation de l'épidémie ;

Etat3 : La limitation de la circulation de la population avec le cantonnement ;

Etat 4 : L'application du principe de confinement.

Les résultats de cette estimation montrent que l'impact sera plus important au niveau de l'état du confinement, période d'une récession importante de l'activité économique.

Etat	Contrôle de l'épidémie	Période de prévention	Cantonnement	Confinement
Effet sur le PIB	-1,3%	-1,7%	-1,8%	-1,9%

La stratégie nationale que l'IACE et l'ITES proposent pour faire face économiquement à cette pandémie est basée sur un principal objectif :

La résilience :

Préservation des postes d'emploi, des entreprises, du service public et du système financier

Les entreprises s'engageant dans la préservation des emplois peuvent bénéficier des packages de soutien suivant :

Les politiques monétaires

- Réduire le taux de la réserve obligatoire de 2 points de pourcentage ;
- Renforcer la résilience du secteur bancaire ;
- Diminuer le taux directeur de la banque centrale de 100 points de base ;
- Rééchelonner les créances et les échéances de remboursement des crédits des entreprises en difficulté, sans classement ;
- Injecter 2000 millions de dinars de liquidités dans l'économie afin de soutenir les entreprises et notamment les petites et moyennes entreprises.

Les politiques économiques

- Criminaliser la spéculation des produits de base (agricole et agroalimentaire) afin de contenir l'inflation ;
- Limiter les importations pour une durée de 3 mois renouvelables ;
- Encourager l'instauration de la culture « business continuity plan » et renforcer la culture de gestion de risque au niveau des entreprises ;
- Mettre en place un chèque à la transformation digitale pour soutenir les entreprises afin de payer des prestations qui permettent d'accroître la maturité numérique en vue d'améliorer leur compétitivité ;
- Encourager le télétravail ;
- Encourager le développement du commerce électronique et le paiement en ligne.

Les politiques fiscales

- Le paiement des créances de l'Etat auprès des entreprises privées ;
- Le transfert du trop-perçu en faveur des entreprises dans les secteurs les plus touchés par le Coronavirus ;
- Le report du paiement de la déclaration fiscale des entreprises en difficulté ;
- Amnistie Fiscale Générale permettant de mobiliser les ressources disponibles dans le secteur informel ;
- Le report des paiements des cotisations sociales pour les entreprises en difficulté ;
- L'exemption des entreprises déficitaires de paiement des acomptes prévisionnels.

Les politiques budgétaires

- Mettre en place un fond pour la promotion du secteur de la santé ;

- Mobiliser les ressources non conventionnelles disponibles auprès des bailleurs de fonds multilatéraux et étudier les scénarii de rééchelonnement de la dette tunisienne ;
- Créer un fond du CDC de prêt sur l'honneur pour la préservation des entreprises.

Les politiques sociales

- Mettre un fond de 1000 Millions de dinars pour soutenir les populations fragiles ;
- Encourager la mise en œuvre de la loi auto-entrepreneur, ce qui va aider à absorber une part importante du taux de chômage, vu que ces entreprises vont stopper le recrutement et combattre aussi le secteur informel à travers cette pratique ;

Sur le plan réglementaire et institutionnel

- Promulguer une loi d'urgence économique ;
- Activer l'article 70 de la constitution ;
- Mettre en place un comité de veille et suivi de la pérennité des entreprises pour bénéficier du package.

Sur le plan Sanitaire

- Encourager des startups tunisiennes à développer des applications pour le suivi de l'épidémie et gestion des approvisionnements.